



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Nous sommes lucides. Nous avons remplacé le dialogue par le communiqué. »

Albert Camus

N° 1687

du 15 au 21 novembre 2012



État-capital Un rapport non protégé

● Au Québec comme ici, licenciements

Le profit maximal au mépris de tout le reste, y compris des emplois, est la règle du jeu.

page 3

● Le dernier des socialistes

Ayrault : 20 milliards en cadeau aux patrons.
Filoche : C'est sur les dividendes qu'il faut prendre l'argent.

page 5

● Liberté pour Aurore Martin

Le seul crime qui lui est reproché est d'appartenir à Batasuna, un mouvement politique légal en France.

page 7

● L'Amérique a son Hollande

Élu par les pauvres, Obama servira les banques. Il y a toujours une élection pour justifier qu'on n'aille pas trop loin.

page 15

M 02137 - 1687 - F: 2,50 €



LA FIN DES GUARANI

PAGE 17

Sommaire



Actualité

- Une devinette pour Kropotkine**, par N. Baillargeon, page 3
Filoche se paye Gallois, par M. Cailloux, page 5
Météo grisâtre, par J.-P. Germain, page 6
Libérez Aurore! par G. Goutte, page 7
La Chronique néphrétique, de Rodkol, page 8

Arguments

- Bout du tunnel ou pas?** par J. Langlois, page 9
Deux sous de langues par L. Gallopavo, page 12

International

- Félonie au Mexique**, Communiqué militant, page 14
Maison Blanche: l'Âne ou l'Éléphant par R. B. page 15
Les Guaranis vont mourir par M. Gutel, page 17

Expressions

- Tigre ou lapin?** par N. Potkine, page 18

Mouvement

- Agustín, le bon camarade** par O. Alberola, page 19
Le dernier livre de Jean L'Anselme par C. Kottelanne, page 20
La vie du mouvement, page 21
La radio sans dieu sans maître, page 22
On sort ce soir? page 23

Illustrations

- Aurélio, Jhano, Kalem, Krokagas, la Sala, Manolo Prolo, Nemo, RNST, Valère.**



Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

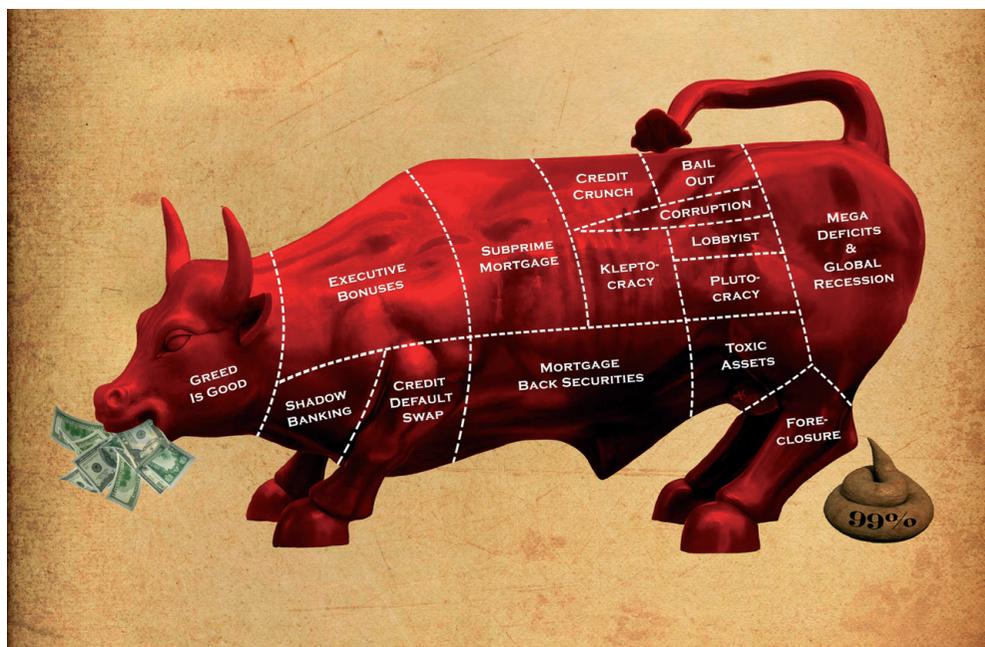
Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



TOUT-FINANCIER et pineute-social, à la SNCF aussi, les mécontentements vont leur train. Une grève importante – même la jaune CFDT s’y est jointe – vient de mobiliser les cheminots. En cause, des propositions de réforme du système ferroviaire dignes de Sarkoland : proposition salariale indigente, TGV low cost, bus à la place des trains, perte effective de 1 600 emplois soit 10 000 postes en moins en cinq ans, embauche de cheminots à deux vitesses, « les uns au statut de l’entreprise publique, les autres en sous-traitance à deux ou trois niveaux parfois payés en dessous du smic et n’ayant aucune formation à la sécurité et aux métiers du ferroviaire ».

Les syndicats tirent le signal d’alarme : suite à ces économies d’échelle et de bout de chandelle, l’état du réseau est devenu vétuste et mal entretenu. En gros, les accidents sont inévitables. Les usagers aussi en ont marre selon l’UFC que choisir. Malgré les titatas publicitaires, ils reprochent amèrement à Guillaume Pépy, big manager de la SNCF, tarifs prohibitifs multiples et incompréhensibles, manque d’information, saleté des gares, difficultés à se faire rembourser, pannes et retards systématiques. Cerise sur l’étron, dans ce climat de grogne – comme disent les journalistes et les politiciens qui comparent volontiers les usagers à des cochons – les 7 et 8 novembre, un petit problème de caténaire, réparé en moins d’une heure, a dégénéré en un foutoir sans nom. Les voyageurs furieux d’être coincés dans les voitures sont descendus sur les voies et ont, de ce fait, provoqué l’arrêt du trafic banlieue et grande ligne jusque tard dans la nuit. Mauvais joueur, Pépy incrimine l’irresponsabilité des voyageurs. Pour une fois, l’usager n’est plus le malheureux otage des fumiers de grévistes mais un salop d’irresponsable. *O tempora, o mores.* Willy Colin, porte-parole de l’Avuc, association de voyageurs, remet les pendules à l’heure : « C’est un problème inhérent à la SNCF. C’est un problème de maintenance... Il faut que la SNCF et RFF se remettent en question sur l’état du réseau plutôt que de montrer du doigt les usagers. » N’importe, ça devait être bien hallucinant, tous ces voyageurs – en pleine nuit – désertant les wagons pour s’égayer sur le ballast. Comme un avant-goût du jour où les vrais gens décideront de prendre leurs affaires en main, de quitter le train de misère du capitalisme décomplexé et triomphant, pour s’égayer sur les voies enjouées de la révolution et de l’autogestion.

Mon cher Kropotkine, patience...



Normand Baillargeon

UNE PETITE DEVINETTE. Qui, à Montréal, vient de licencier quelque 300 personnes, tout juste après avoir empoché 2,67 millions de dollars d’Investissement Québec pour acheter de l’équipement et rénover ses usines ?

Non ? Un indice, peut-être ?

Cela se passe dans un secteur où, au Québec, on assiste depuis quelques années à une véritable saignée – tant sont nombreux les emplois sabrés, les usines et centres de recherche dont on réduit les effectifs ou qui sont fermés et délocalisés. Vous y êtes ? Pour le secteur d’activité, au moins ? L’industrie pharmaceutique, vous dites ? Bravo.

Je vous donne la réponse à ma devinette. L’entreprise qui vient de couper 300 postes s’appelle Pfizer. Il s’agit donc d’une autre douloureuse restructuration dans ce domaine, restructuration rendue nécessaire en raison de

euh... de euh... de l’état de l’économie. Voilà !

Il se trouve pourtant que cette nouvelle figurait dans mon journal juste au-dessus de cette autre, annonçant pour le troisième trimestre des profits records pour Merck, elle aussi une entreprise pharmaceutique. Pfizer, quant à elle, annonçait, le trimestre précédent, des profits en hausse de 25 %. Étrange ? Bizarre ? Mais pas du tout. En fait, les profits records ont souvent pour condition les licenciements et les délocalisations ; ainsi que plusieurs autres petites choses mal connues du public.

En voici quelques-unes.

La première est justement que cette recherche du profit maximal au mépris de tout le reste, y compris des emplois, est la règle du jeu : comme le disait excellemment Milton Friedman, le grand chantre des

Brèves de combat

Encore un suicide à La Poste

La fédération CNT-PTT a appris avec émotion, indignation et colère le suicide sur son lieu de travail d'un guichetier du bureau de poste de la Fère (Aisne), après avoir mis clairement en cause ses conditions de travail dans un courriel. La CNT-PTT réaffirme son opposition totale aux réorganisations en cours ou futures et aux pressions quotidiennes exercées sur les postiers.

Suicide à Fleury-Mérogis

Une plainte a été déposée contre X par son avocate et sa famille pour non-assistance à personne en danger et homicide volontaire, après le décès d'une détenue de Fleury-Mérogis.

Ni travail ni chocolat

Dans un article du *New York Times*, on apprend que du fait d'un accord signé en juillet 2011 par la Grèce avec ses «financeurs», l'Assurance maladie grecque ne rembourse plus aucun soin pour les chômeurs sans emploi depuis plus d'un an. Cet accord s'applique à toutes les maladies, dont les cancers. Le patient doit payer pour l'ensemble des médicaments, chirurgies, hospitalisations ou soins courants requis, ce qui peut vite représenter plusieurs centaines de milliers d'euros pour le patient.

Certains PS déjà résistants

Au nom de la compétitivité, le travail de Louis Gallois satisfait largement aux attentes du Medef, préconisant surtout une baisse sans précédent des cotisations sociales, compensée par une hausse de la CSG et de la TVA. Applaudissements à droite, vives critiques à gauche, jusqu'au sein du PS!

Au bon beurre

Rapport Gallois toujours. Selon *L'Humanité*, la mise en œuvre d'un « choc de compétitivité » par une baisse massive de cotisations sociales serait une impasse économique. Le but véritable de l'opération ? Réduire la masse salariale pour mieux servir le capital. Ce n'est pas nous qui dirons le contraire!

marchés, la seule responsabilité sociale de l'entreprise est de faire des profits pour ses actionnaires. Tout le reste est (mauvaise) littérature.

Mais cette notion de marché doit être expliquée soigneusement et les compagnies pharmaceutiques, elles, ont parfaitement compris ce que cela signifie, non dans de très abstraits traités d'économie mathématisée, mais dans ce monde-ci, ici et maintenant.

Pour commencer, il s'agit de pomper le plus de fonds publics possible sous forme de subventions. Arguez pour cela que la recherche coûte cher et bénéficie à tous – et n'oubliez pas d'embaucher, avant de les congédier au besoin, des scientifiques formés aux frais du public dans des universités publiques, en espérant que personne ne le remarquera trop.

Ensuite, faites en sorte, avec la complicité des gouvernements et des instances internationales appropriées (FMI, OCDE, OMC, par exemple), en secret autant que possible, que les lois du marché ne s'appliquent pas à vous – même si vous clamerez sans cesse que ce sont elles qui vous imposent des choix parfois douloureux.

Par exemple, exigez des brevets interminablement longs ou encore présentez comme de grandes innovations justifiant de nouveaux brevets des modifications mineures apportées à des produits existants. Au besoin, faites des procès, comme Novartis en Inde en ce moment, l'Inde coupable de fournir à bas prix aux plus pauvres de la planète de ces médicaments génériques qui sont votre pire ennemi. Et concentrez-vous sur ce qui rapporte, de sorte qu'un extraterrestre qui regarderait la planète bleue conclurait sans doute que les dysfonctions érectiles chez les Occidentaux de plus de 50 ans sont un des problèmes de santé majeurs qu'on y trouve.

Enfin, contrôlez les tests de vos produits. Autant que possible, ne sortez que les résultats positifs et mettez sur le « marché » tout ce que vous pourrez y mettre, même si pour un résultat de recherche positif, il y en a six, non rendus publics ceux-là, qui ne sont pas

concluants. Ne prenez surtout pas exemple sur Jonas Salk, le découvreur du vaccin de la polio en 1953, qui ne concevait pas de breveter son vaccin : on ne brevète pas le Soleil, disait ce naïf. Si vous trouvez une manière de breveter le Soleil, foncez!

Voilà la recette. Elle fonctionne merveilleusement bien. Elle vient de licencier 300 autres personnes dans une industrie profitable que nous avons subventionnée à fond et protégée de la concurrence et du marché par d'innombrables interventions gouvernementales et supragouvernementales.

Devant tout cela, une solution s'impose comme une évidence morale et intellectuelle. Mais en ces heures où le supposé marché est roi et maître, elle paraît si hérétique qu'il est mal venu de simplement l'envisager. La voici : il conviendrait, ici et ailleurs dans le monde, de nationaliser au plus vite l'industrie pharmaceutique en lui demandant ensuite de produire au moindre coût possible de bons médicaments dont les êtres humains ont besoin, et en prenant bien soin de déposer toutes nos connaissances en ces matières dans des banques de données accessibles à tous.

On aura compris pourquoi on ne le fera pas. Outre le manque de courage ou de vision de nos politiques, il y a ce fait têtue que nos gouvernements sont désormais des alliés objectifs de ces entreprises, qui sont des personnes morales immortelles jouissant de droits parfois plus grands que ceux des êtres humains de chair et d'os que les gouvernements prétendent servir.

Donner l'usine aux employés de Pfizer après l'avoir nationalisée afin qu'ils la gèrent eux-mêmes est bien entendu une chose carrément impensable. C'est pourtant ce qu'il faudrait faire...

Kropotkine, Proudhon, camarades vitamines : patience. Car il faudra bien un jour que ce monde gravement malade goûte à votre médecine, bien meilleure et plus efficace que celle de toutes les Pfizer du monde... **N.B.**

<http://voir.ca/chroniques/prise-de-tete/>
1^{er} novembre 2012



Si j'étais réformiste, je serais Gérard Filoche

Finalement, on ne les pendra peut-être pas tous. On dirait qu'il reste au Parti socialiste quelques réformistes, des vrais. Des gens de gauche. Il en reste un.

IL EST ÉNERVANT, Filoche. Moi, il m'agace, parce qu'il m'a piqué mon texte. Pis: il l'a glissé dans son discours au congrès du PS de Toulouse. Enfin le texte que j'aurais écrit si j'avais été réformiste. Mais, je vous rassure, je suis anarchiste comme vous.

Anarchiste, peut-être. Mais tout de même, je vois Ayrault, Premier ministre soi-disant socialiste, faire un cadeau de 20 milliards d'euros aux patrons, en pleine période de crise du budget de l'État (qui est aussi celui de la collectivité, des services publics et de la protection sociale), sur les conseils avisés de Jean-Louis Gallois, patron prétendu de gauche. Ces milliards, il faudra bien les trouver quelque part. Facile: on augmente le prélèvement le moins progressif et le plus brutal pour les pauvres, la TVA.

Je vois le gouvernement du changement et de la justice (c'est eux qui le disaient) voler aux pauvres pour donner aux riches. Anarchiste donc, tout de même, le pied me démange de botter deux-trois culs. Et pas seulement au bénéfice de la révolution, mais à celui tout bête de la vie quotidienne.

Revenons à Filoche et à son discours. Je passe sur le couplet républicain social du début, et son étrange défense du déficit budgétaire, il est sans intérêt ni grande pertinence. Mais lisez la suite:

« Et tous les matins vous avez la droite qui arrive et qui vous dit: "Le coût du travail est trop élevé! Le coût du travail est trop élevé!" D'abord le travail c'est pas un coût, c'est une richesse. Et si il y a quelque chose qui est trop élevé, c'est le coût du capital, c'est pas le coût du travail! »

En effet: la production de valeur naît du travail. Une évidence pour un socialiste (libertaire ou réformiste). Mais une évidence qui manifestement ne guide pas les actes de l'actuel gouvernement. Où passe la frontière droite-gauche, je vous le demande! Puis ceci:

« Et on nous dit aussi tous les matins "Faut alléger les charges sociales! Faut alléger les charges sociales!" Y a pas de charges sociales! Ça n'existe pas. Ce sont des cotisations sociales. C'est du salaire brut. [...] C'est une part du salaire mutualisé



« Le coût du travail est trop élevé! »

mise dans un pot commun, redistribué à chacun selon ses besoins, quand il est malade, en situation de famille nombreuse, en recherche de logement, quand il est en accident du travail, quand il est au chômage et quand il est en retraite. C'est magnifique, les cotisations sociales. Faut pas les laisser baisser! Faut pas les laisser se faire attaquer! Faut pas accepter que tous les matins ils nous mentent en disant "Baissez les charges sociales!", qui n'existent pas! C'est qu'ils veulent vous prendre l'argent dans votre porte-monnaie! »

« Une part du salaire mutualisé mise dans un pot commun, redistribué à chacun selon ses besoins. » Là encore, que puis-je ajouter? Bien sûr qu'il faut défendre ces petits embryons de mutualisme, ces ébauches, même maladroites, d'une société fondée sur l'utilité plus que sur la marchandise¹.

Pour visionner l'intervention de Gérard Filoche au congrès de Toulouse en intégralité:
<http://cgtbuslilas.over-blog.com/article-112213486.html>
et ailleurs sur la Toile.

« Y a 187 milliards de dividendes l'année dernière. Et les dividendes ne servent à rien. Il n'ont pas d'utilité économique, ils n'ont pas d'utilité sociale. Ils vont dans les îles Caïman, ils vont dans les caves à subprimes. C'est sur les dividendes qu'il faut prendre l'argent, pas sur les cotisations sociales, pas sur les petites retraites, pas sur les petits salaires. L'argent existe, la France est riche. Elle n'a jamais été aussi riche, et les richesses aussi mal redistribuées. Ils nous parlent de crise pour nous faire baisser la nuque, mais pour eux c'est pas la crise. »

« Pas d'utilité sociale. » Précisément. Être réformiste aujourd'hui, c'est chercher dans la société marchande ce qui a de la valeur mais pas d'utilité, et le transformer en bien-être pour tous et chacun. Autrement dit, même un réformisme conséquent ne peut se passer d'une réévaluation complète de l'économie à l'aune de la valeur d'usage.

Moi qui en tiens pour la révolution, ça ne me satisfait pas pleinement, bien sûr. Pas plus, je n'y vois un pas vers une transformation progressive du monde vers le socialisme. Non, je n'y vois pas cela. Mais j'y vois deux autres choses: une remise au centre, comme sujet social, des travailleurs, en tant que producteurs et consommateurs; et les balbutiements de ce mouvement de compréhension du monde qui mettra les besoins et les désirs des êtres humains, et leur capacité à décider de leur donner corps, au premier rang des préoccupations. Et, ces deux prémisses, je les juge, moi, nécessaires à l'avènement d'une révolution réellement libératrice.

Moïse Cailloux

1. On peut même imaginer, par exemple, de désolidariser le revenu du travail (mais, à mon humble avis, pas de la disponibilité pour travailler), et de créer un revenu social généralisé qui remplace le salaire. Versé par un organisme mutualiste, il serait financé par les entreprises, qui perdraient du coup le rapport de subordination directe avec les travailleurs. Tout cela en bon réformiste, sans abattre l'économie de marché.

Sans papiers et sans toit

Après 11 heures d'occupation les CRS envoyés par le Préfet à la demande de la Mairie de Lille ont délogé des sans papiers. Avant l'expulsion deux mamans diabétiques ont perdu connaissance et ont été évacuées à l'hôpital. La police a également refusé qu'une maman occupante allaite son bébé.

Boomrang

Une femme qui occupait un squat rue de Charonne dans le XI^e arrondissement de Paris, expulsé à la demande de la Ville de Paris, propriétaire de l'immeuble, a été placée en garde à vue pour «violences volontaires» sur un fonctionnaire de police.

Météo syndicale



HABEMUS LIDER MÁXIMO? Il semble bien que oui. Ainsi le long et pénible feuilleton de la succession au trône confédéral à Montreuil toucherait à sa fin... Entendez par là que celui qui succédera l'année prochaine à Bernard Thibaut a été présenté aux médias. Dans le dernier *Monde libertaire*, on a causé du dossier et des pièces à charge, alors on n'y reviendra pas. Comment la chose est-elle présentée dans les médias?

Des photos le montrent main dans la main avec le secrétaire sortant, cliché oblige. Comme le dit le quotidien sans marteau ni faucille: «La CGT confirme le choix de Thierry Lepaon.» Drôle de formule; qui a décidé du choix, une structure interne, une commission de sages ou un truc extérieur au syndicat?

Le comité confédéral «à la quasi-unanimité» a donc, si on en croit les explications, approuvé le choix de la commission exécutive. On veut bien... de toute façon ça reste dans la droite ligne de l'alignement sur la démarche de la CFDT¹. Accompagner les revendications, négocier, éviter les conflits, on connaît la musique! Les derniers résultats à PSA Aulnay ne sont pas mirobolants et c'est partagé par toutes les boutiques représentatives. L'intersyndicale (CGT, SIA, CFTC, CFDT et FO) serait à un tournant de la lutte et bais-

serait la pression sur les conditions de départ, envisageant la fermeture en 2016².

Ajoutons à cela les «dissensions internes» qui émaillent fortement la vie de la CGT, principalement à la fédération du commerce dans l'Est. Au sein de l'UD du 68, il y a même un procès CGT/CGT et ça fait toujours moche dans le décor, surtout en plein milieu d'un changement de direction. Quant à l'opposition syndicale à l'intérieur de la CGT, elle a encore du chemin à faire. Car comme disait au début du siècle dernier un secrétaire général adjoint: «C'est une révolution sociale et non une révolution politique que nous voulons faire.» (Émile Pouget.)

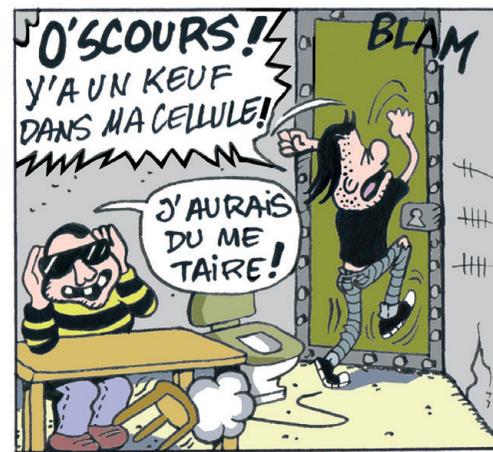
Jean-Pierre Germain

1. À Montreuil, ça continue à causer dans les couloirs... On dirait de nouveau que «personne ne sait ce qu'il pense de la CGT et de ses réformes internes». Quant à sa vision de la démocratie et du développement de l'organisation?

2. SUD ne s'est pas associé à la consultation des salariés avant la réunion tripartite du 8 novembre. Affaire à suivre.



PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Liberté pour Aurore Martin

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

JEUDI 1^{ER} NOVEMBRE. Il est 17 heures. J'apprends par téléphone la nouvelle de l'arrestation d'Aurore Martin, militante basque victime d'un mandat d'arrêt européen émis par Madrid pour appartenance à un parti politique interdit sur le territoire espagnol: Batasuna, considéré comme proche de l'organisation indépendantiste armée Euskadi Ta Askatasuna (ETA). En France, Batasuna est légal et Aurore travaillait à l'organisation d'un forum pour la paix prévu pour le 15 décembre à Bayonne. Ce qui devrait achever de convaincre les sceptiques qu'Aurore Martin est tout simplement victime d'une répression uniquement motivée par des motifs politiques. Valls donne suite aux arrestations des jours précédents (Saúl Curto López le 22 octobre, Izaskun Lesaka Argüelles et Joseba Iturbidee Ochoteco dimanche 28 octobre) et, surtout, à sa déclaration tout feu tout flamme de lundi dernier quand il clamait qu'il continuerait « à lutter avec fermeté » contre l'indépendantisme basque tant qu'ETA n'aurait pas déposé les armes. Les armes, justement, ETA les a lâchées il y a un an, un certain 20 octobre 2011, et l'a fait savoir dans un communiqué qu'elle concluait ainsi : « ETA a décidé l'arrêt définitif de son activité armée. ETA lance un appel aux gouvernements d'Espagne et de France pour ouvrir un processus de dialogue direct qui aura comme objectif la résolution des conséquences du conflit et, en conséquence, le dépassement de la confrontation armée. À travers cette déclaration historique, ETA montre son engagement clair, ferme et définitif. »

Alors, pourquoi cet acharnement démesuré? La raison est évidente, et elle est politique. La crise économique mondiale réveille certains particularismes régionaux, certaines velléités d'indépendance. Bien sûr, et ce n'est pas nouveau, parmi les gens portant ces revendications, on trouve de tout. Des connards fascistes (de ceux qui prônent la pureté ethnique, la xénophobie et autres idéologies haineuses), des imbéciles égoïstes (de ceux qui réclament l'autonomie pour ne pas se solidariser des régions pauvres d'un pays), mais aussi des personnes luttant pour une

« La lucidité est la blessure la plus proche du Soleil. »

René Char

indépendance conçue comme base d'un projet d'une société libre, désaliénée et juste. Non pas une indépendance nationaliste et institutionnelle qui n'aspire qu'à coller l'adjectif « basque » sur les uniformes de la police et les frontons des préfectures, mais une indépendance qui s'inscrit dans une démarche authentiquement internationaliste et solidaire.

Les partisans de cet indépendantisme populaire, que le sous-commandant Marcos qualifierait sûrement « d'en bas à gauche », inquiètent les États et les bourgeoisies nationales, les uns craignant pour l'assise de leur autorité, les autres pour leurs intérêts économiques (de classe) – les deux se retrouvant dans une même logique et dynamique de répression (et d'oppression). Les arrestations de ces derniers jours s'inscrivent donc dans cette volonté de l'État de menacer ceux qui contestent ses prétentions et son pouvoir, d'enrayer le mouvement de protestation, et ce quitte à dynamiter le processus de paix en cours.

C'est à se demander qui de l'État ou de l'ETA est, dans cette histoire, le terroriste. Un

forum promouvant une solution pacifique et populaire à la question de l'indépendantisme basque terrifie davantage l'État que la violence armée (terrorisme d'État et terrorisme révolutionnaire n'étant, comme le disait Jean-Patrick Manchette, que « les deux mâchoires du même piège à cons »). Sans doute Valls espère-t-il donc relancer la violence en provoquant ainsi ceux qui ont pourtant témoigné un désir sincère de trouver sans les armes une issue au problème basque. Si tel était le cas, si quelques militants indépendantistes renouaient avec le piège sinistre de la lutte armée, le ministre de l'Intérieur pourrait alors justifier à nouveau toujours plus de répression et de démonstrations de force. Asseoir la légitimité de l'État et participer de sa pérennisation.

Déconstruire les discours

Car les discours des gouvernements successifs en matière de disqualification de ces luttes pour l'autonomie et la liberté sont puissants. Ils pénètrent jusque dans les milieux militants où nombre de camarades – moi le premier, pendant un temps – se laissent convaincre, par ignorance ou fainéantise, de l'illégitimité de ces combats indépendantistes pourtant éminemment légitimes (pour peu que les formes qu'ils adoptent s'inscrivent dans une soif de liberté et de justice sociale). Preuve que les discours officiels, quels que soient les milieux d'où ils émanent, doivent sans cesse et inlassablement être déconstruits quand on recherche l'émancipation collective et individuelle. Tout cela peut paraître bien banal, je vous l'accorde, et certains penseront sans doute être déjà émancipés de tout cela. Peut-être le sont-ils vraiment, et c'est tant mieux pour eux – bravo, les gars! –, mais, dans la plupart des cas, on est persuadés d'être ce qu'on n'est pas. Avec le temps, le militantisme – et tout ce qu'il implique (ou devrait impliquer: la réflexion, le débat, l'engagement, la lutte) – peut nous ramener à un stade antérieur qu'on croyait pourtant avoir quitté: se croyant libre dans sa tête car militant, on en vient à ne plus penser, à ne plus réfléchir, à ne plus rien remettre en cause, à ne plus questionner le



monde et ce qui nous entoure. Qu'on ait une grille de lecture rigide ou qu'on ait succombé aux théories du complot (qui, pour le coup, sont le produit d'un excès de doute combiné à la fainéantise de l'esprit), on s'enferme dans un monde clos et idiot et l'on ne vaut plus guère mieux que ce qu'on était avant notre prise de conscience politique (voire on devient pire, du genre donneur de leçon persuadé d'être dans le juste).

La solidarité veille au grain

Bref. Aurore Martin a donc été arrêtée. Il y a un peu plus d'un an, en juin 2011, les flics avaient déjà tenté de la coffrer, mais un formidable élan de solidarité locale avait eu rapidement raison de cette arrestation avortée. Depuis, elle vivait sans se cacher, et ce malgré son épée de Damoclès (le mandat d'arrêt européen). Il aura fallu un simple contrôle routier – un peu trop « gros » pour être fortuit (un important contingent de gendarmes l'attendait quelques mètres après le lieu de son arrestation) – pour que la politique répressive de l'État lui tombe à nouveau dessus. À l'heure où j'écris ces lignes, Aurore a été remise aux autorités espagnoles et elle encourt une peine maximale de douze ans de prison. De la folie pure, surtout quand on sait que le seul crime qui lui est reproché est d'appartenir à un mouvement politique, en l'occurrence Batasuna (qui, je le rappelle, est tout à fait légal en France)! Difficile de se prononcer sur la suite pour le moment, mais nul doute que l'État espagnol, qui a trouvé un fidèle allié – serviteur? – en Valls, exigera l'enfermement carcéral pour qu'Aurore s'en aille rejoindre les 600 prisonniers politiques basques qui dorment actuellement dans les geôles françaises et espagnoles. À nous, donc, de nous mobiliser, de continuer à informer, de nous battre pour construire un rapport de force qui nous soit favorable, un rapport de force bâti sur la solidarité et la persévérance pour obtenir la libération de tous nos camarades emprisonnés pour avoir refusé de reconnaître et de subir la fatalité de cette société de merde. **G. G.**

En raison de la répression que subissent les militants indépendantistes de gauche, qui a atteint son sommet avec l'arrestation d'Aurore Martin le 1^{er} novembre dernier, le groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste lance un appel à la souscription pour aider et soutenir les quelque 600 prisonniers politiques qui sont actuellement derrière les barreaux des geôles françaises et espagnoles. Vous pouvez envoyer vos chèques à l'adresse Le Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75019 Paris, à l'ordre de « Publico » (bien préciser, au dos du chèque, « souscription prisonniers basques »). L'argent ainsi récolté sera remis au collectif des prisonniers politiques basques Herrera (<http://herrera.org/>). Solidarité, liberté.

Chronique néphrétique

Où se situent les anarchistes sur l'échiquier politique ?

SELON LA RÉPONSE, découleront grilles d'analyses, schémas de pensée, postures, propagandes, slogans, milieux où militer, choix des luttes, et de fait, échecs ou réussites en termes politiques. C'est-à-dire influence croissante ou non de leurs idées sur la société. On conçoit que la question soit d'importance.

Les anarchistes se situent-ils à la gauche de la gauche de la gauche? Je l'ai longtemps pensé. Comme je venais de la « gauche de la gauche », ça ne me faisait qu'un petit pas de côté... Je suis désormais persuadé que cette perception est un piège dans lequel nous nous enfermons. À la gauche de la gauche – la révolution tardant à venir –, la préoccupation majeure, c'est d'influencer la gauche. Peser sur les choix du parti d'à côté qui est plus gros, plus puissant. Faire pression, dans les luttes, aux élections, parfois piquer des militants aux autres, le plus souvent distiller des idées. Alors à la gauche de la gauche de la gauche, on ferait quoi? Influencer LO, NPA ou Front de gauche? Pas vraiment. Soit. Le PS? Que nenni. Reste quoi? La droite, l'extrême droite... T'es pas ouf!? Alors tous les non-militants, mais qui n'en pensent pas moins, ceux que la politique ennuie? On peut faire un inventaire à la Prévert...

Bon et maintenant regardons la propagande anarchiste dans les yeux et dites-moi à qui elle s'adresse? Au premier coup d'œil, elle est repérable comme anarchiste? Oui? Dommage, fallait pas. Quel individu de droite la prendra, la lira et sortira de sa lecture interloqué, surpris, ébranlé? Vous pouvez remplacer « de droite » par « de gauche » ou « de rien du tout », si cela vous rassure. Mais je maintiens que nous devons influencer aussi à droite. Vous pouvez aussi substituer « voir » ou « écouter » à « lire ». La question reste celle-ci : nous adressons-nous aux anarchistes, ou à tous? Pourtant, la société moins injuste, plus démocratique – je n'arrive plus à écrire « idéale » –, elle se construit avec les gens... donc faut bien s'adresser à eux, non? Tous, pas seulement ceux qui nous sont déjà proches.

S'il faut résister à l'idéologie dominante, et lui opposer d'autres idées, d'autres analyses, d'autres mœurs, d'autres pratiques, le champ de bataille est l'ensemble de la société, pas un microcosme.

Avec le temps, nous avons intégré la grille de lecture de la vie politique qui nous marginalise, nous y complaisons-nous? Sauf à servir d'épouvantails quand le pouvoir l'estime nécessaire.

Quand prendrons-nous l'initiative? Quand impulserons-nous le tempo, plutôt que de suivre celui que d'autres imposent? Quand nous concentrerons-nous sur l'essentiel, ce qui nous distingue de tous les politiciens et de tous les politiques? Comme dit ma grand-mère : « Faut un nouveau Mai 68 ! » Oui. Et pas pour le pavé dans la gueule du flic, pour l'influence libertaire dans les années qui suivent. Pour les remises en cause des pouvoirs dans tous les domaines de la vie sociale. Pour les têtes qui se relèvent, les yeux qui pétillent et les discussions spontanées avec des inconnus. Pour la réflexion qui s'empare de chaque aspect du quotidien.

Nous ne ferons pas cela seuls, nous en sommes incapables et nous y sommes opposés. Nous nous refusons à être un parti dont il faudrait suivre les consignes lancées par une poignée de dirigeants. Nous savons qu'il y a là en germe la dictature future. Mais le seul antidote à une dictature, ou à de nouveaux reculs sociaux, ce sont les gens. Nommez cela comme vous voulez : révolution, retour de balancier, fin de la période de régression, changement de paradigme, ce sera une somme d'actes, de pensées, d'expériences, de relations... Tout est en germe déjà aujourd'hui, dans les domaines les plus divers, et nous n'en sommes ni les auteurs, ni les initiateurs. C'est cela (ceux-là) qu'il nous faut fédérer. C'est à ceux-là que nous devons nous adresser, si nous avons quelque chose d'intéressant à proposer.

Rodkol

C'est fichu, sauf si...



Jacques Langlois

LA CRISE S'AGGRAVE RAPIDEMENT: les banques ibères sont dans le rouge (il leur faudrait 53 milliards, dont les 23 réclamés par Bankia récemment nationalisée) à la suite des défections des emprunteurs immobiliers ruinés par l'austérité et la chute des prix de vente des logements. La Grèce est encore en plus mauvais état que prévu et demande un sursis de deux ans pour se mettre au carré exigé par l'UE, le FMI, la BCE et Merkozy. Les Gibbies sont en récession accentuée malgré la dévaluation de la livre sterling et les prêts de leur Banque centrale au gouvernement. La BCE a prêté 1 000 milliards sur trois ans à 1 % (donc taux réel négatif à cause de l'inflation à plus de 2 % dans la zone euro) aux banques privées européennes qui ainsi se refont des fonds et pourtant ne se prêtent plus entre elles ni à l'industrie. Ces banques préfèrent prêter à 6 % notamment à l'Italie ou à l'Espagne. Faute de demande, les industries n'investissent plus, craignant un matraquage fiscal ou le chômage, les ménages épargnent de plus en plus, notamment en Grande-Bretagne où l'inflation a grimpé à 4,5 %.

De plus en plus, le défaut de la Grèce sur sa dette devient probable. Cela coûterait entre 50 et 65 milliards à la France et 80 à la BCE et au

FESF (Fonds européen de solidarité financière). Certaines banques engagées en Grèce (Crédit agricole notamment) accentueraient leurs pertes. Le plus grave est que ce défaut de paiement risquerait d'emporter l'euro. En effet, les spéculateurs s'en donneraient à cœur joie contre les maillons faibles : Espagne, Italie, France, et les taux d'intérêt des emprunts publics monteraient en flèche (la France pourrait passer de 3 % pour ses emprunts sur dix ans à 6 % et ensuite de plus en plus).

...au nom du fameux Tina (*There is no alternative*) de M^{me} Thatcher. L'idée était de pouvoir alors tout refiler au privé et de mettre la compétitivité du pays aux normes libérales...

La raison cachée, bien que principale, de la crise est que les pays européens, sauf l'Allemagne, ont laissé périr leur industrie. Par exemple, la France, qui avait encore plus de 20 % d'industrie dans son PIB il y a dix ans, est descendue à 10 % en novembre. Du coup les déficits du commerce extérieur

sont venus aggraver la dette, laquelle ne cessait d'augmenter car le pays se finançait à crédit depuis trente ans. Les gouvernements successifs payaient la protection sociale et le déficit du budget en empruntant en liaison avec l'accroissement des déficits budgétaires. En arrière-pensée, ils se disaient que le jour où la fête serait finie ils pourraient alors sabrer dans les dépenses publiques et saborder les entreprises publiques, la protection sociale, le droit du travail « trop rigide et complexe ». Et cela au nom du fameux Tina (*There is no alternative*) de M^{me} Thatcher. L'idée était de pouvoir alors tout refiler au privé et de mettre la compétitivité du pays aux normes libérales, c'est-à-dire celles de la concurrence sauvage et du moins-disant en tous domaines : écologie, salaires, protection sociale, fiscalité, droit social et syndical. Le Tina est une formulation de ce que les économistes distingués (par leurs confrères libéraux, tout le monde s'autocongratulant dans la propulsion du libéralisme) appellent « la contrainte extérieure ». Celle-ci a été organisée par la mise en place du tout-marché mondial et de la libre circulation des capitaux afin que la concurrence entre pays force à l'abaissement généralisé des coûts de production et des droits du travail. Au profit, si j'ose dire, de qui ? Des multinationales hyperproductives ayant besoin d'étendre leurs marchés pour faire des économies d'échelle et d'abaisser leurs coûts de production pour être plus compétitives que la concurrence. Des financiers qui pouvaient prêter aux États moyennant de grosses commissions pour placer les emprunts et toucher des intérêts, qui pouvaient spéculer en fonction des occasions de rentabilité, qui pouvaient ordonnancer les fusions-acquisitions moyennant la rémunération de leurs services. Des capitalistes et rentiers (États pétroliers, profits des multinationales, rentes des riches ne payant plus d'impôts) débordant de capitaux et cherchant à les placer de façon sûre et juteuse. Les fonds de pension à l'américaine voulant placer

l'argent économisé par les futurs retraités ; ces fonds, devant payer les retraites, réclamaient du 15 % de rendement car 5 % étaient imposés par les frais de gestion, 5 % par les commissions et la rémunération des organes financiers de placement, 5 % pour servir les retraites ; pour ce faire ils sont entrés en masse dans le capital des multinationales et, devenus ainsi gros actionnaires, ils ont exigé de « la valeur pour l'actionnaire » (dividendes et plus-values sur les actions par eux détenues). Ce qui a poussé les dirigeants des multinationales à renforcer leur stratégie décrite plus haut pour augmenter la capitalisation boursière de leur boîte (valeur des actions à la Bourse). Des politiciens qui empruntaient pour pas cher reportaient aux calendes grecques les problèmes de déficit et de dette et comptaient se servir de la faillite de l'État pour imposer l'austérité et le capitalisme pur et dur.

La conséquence de cette forme de capitalisme a été la destruction des industries nationales et, donc, le chômage structurel, la flexibilité et la précarité du travail (temps partiel, CDD, intérim, multiplication des mauvais statuts de l'emploi), la baisse des salaires, la mise en danger de la protection sociale, les inégalités de revenu et de patrimoine, la pauvreté de beaucoup. Solution politicarde et financière pour redonner du pouvoir d'achat ? Le crédit à tout va, genre subprimes et cartes bancaires revolving. Et l'achat à l'étranger de camelote *low cost* pour faire baisser les prix (mais sans répercuter toute la baisse sur les consommateurs afin d'augmenter les marges). Résultat : une illusion de maintien du pouvoir d'achat et un endettement privé massif jusqu'à ce que les emprunteurs ne puissent plus rembourser leurs crédits. Le pompon était détenu par les prêts immobiliers à taux variable fourgués aux plus pauvres des Américains et « titrisés » ou transformés en « produits structurés » par les banques. On a vu ce que cela a donné en 2008 et on voit ce que cela produit en Espagne maintenant.

L'industrie a été abandonnée au profit des multinationales, de la finance et de la technocratie. Cela a pris de multiples formes comme la délocalisation extérieure et la sous-traitance interne (ou externe), le dégraisage, le LBO, etc.



Il faudra remplacer les services d'État par des services publics socialisés et, dans le domaine assurantiel de la santé, du grand âge et de la perte d'autonomie, de l'assistance à toute personne, par des mutuelles fédérées.

Au passage, l'industrie a donc été abandonnée au profit des multinationales, de la finance et de la technocratie. Cela a pris de multiples formes comme la délocalisation extérieure et la sous-traitance interne (ou externe), le dégraissage, le LBO, etc. Or la production manufacturière est le fer de lance de la valeur ajoutée d'un pays au plan interne des industries produisant pour le marché national ou vers l'extérieur pour les firmes exportatrices. C'est elle qui donne le la de la recherche et de l'innovation, de même que des commandes aux fournisseurs. C'est pourquoi le fait qu'elles aient externalisé leurs activités internes de service (ménage, logistique, comptabilité, études informatiques, etc.) a augmenté le PIB des services et diminué d'autant celui de l'industrie. Avec une différence notable : les services internes contribuaient à la valeur ajoutée industrielle ; une fois externalisés, ils la diminuent car ils sont devenus des charges ou des intrants à déduire de celle-là. La valeur ajoutée exportée (par l'industrie, par les services, par les prestations financières, par le tourisme, par les produits culturels), moins celle importée comme intrants dans le PIB (matières premières, composants, sous-produits et, évidemment, tout le reste des importations), donne le solde de la balance extérieure. Comme on l'a vu, s'il est négatif il s'ensuit un flux équivalent et de sens inverse de monnaie importée (emprunts publics et dettes privées). Cela conduit normalement à une dévaluation de la monnaie pour rétablir l'équilibre. Sauf qu'avec l'euro le pays ne le peut pas pour le plus grand plaisir des dirigeants allemands qui y exportent tout en refusant de combler son déficit extérieur, lequel aggrave celui du budget.

Ce n'est pas le plus grave. Il faut bien voir que le solde de la valeur ajoutée (notamment l'industrielle) est en même temps la source du revenu national, lequel est ventilé entre différents acteurs socio-économiques. Il y a la part salariale (en baisse de 7 à 10 points suivant les auteurs et les dates de référence), la part du capital, celle de l'État et des collectivités locales via les impôts et les cotisations sociales, celle des prédatrices de la finance via les taux d'intérêt, les grosses commissions et la facturation excessive de services indus. Si la valeur ajoutée différentielle (le solde extérieur) acquise par le pays diminue, alors la lutte des classes s'accroît, sachant que le capital, la banque, le pouvoir et son administration feront tout pour conserver le montant absolu de leur part même si la taille du gâteau diminue. Ce que les puissants visent, c'est de faire porter sur le salariat et la population tout l'effort résultant de la perte de valeur ajoutée ou d'une insuffisance de la croissance pour payer les prestations sociales et les services publics. Il en résulte une insuffisance de la demande.

Car il faut aussi bien percevoir que c'est la valeur ajoutée, en quelque sorte primaire ou première, de l'industrie et de l'exportation en tout genre qui donne le revenu affectable à de

la consommation de valeur ajoutée secondaire. Je m'explique : la somme dépensée au cinéma, ou chez le coiffeur ou pour tout service de deuxième rang par rapport à la production, vient du revenu primaire acquis dans la production première (manufactures plus activités immatérielles utilisées et effectuées en France ou exportées en solde positif).

Que faire ? Il faut refuser la partie illégitime de la dette et socialiser la banque, le crédit, la finance et l'assurance afin de retirer au privé sa principale « pompe à phynance » : ce que le capital eût bu, il le boirait encore. Il faut que ce nouveau secteur financier socialisé et mutualisé recueille l'épargne, partiellement en la prêtant au pouvoir politique, lui-même devenu fédératif décentralisé et socio-politico-économique. Celle-ci doit être affectée à la reconstitution des capacités industrielles du pays, principalement sous forme de coopératives de production et de consommation. Comme l'a montré Friedrich List¹, les industries naissantes doivent être protégées contre les trusts puissants liés à la concentration du capital et extérieurs au pays. Parallèlement, les usines appartenant aux multinationales et sises sur le territoire seront socialisées. Pour pouvoir le faire, il faut que les intrants qu'elles y importent soient à nouveau produits localement ou échangés sur un mode loyal. Ce qui implique que le pays mette en place des droits compensateurs sur les importations en provenance des pays moins-disant en tout domaine et profitant ainsi d'une concurrence à armes très inégales. Il faut restaurer la justice fiscale en faisant payer les impôts en fonction de la capacité contributive de chacun. Partout, il faudra remplacer les services d'État par des services publics socialisés et, dans le domaine assurantiel de la santé, du grand âge et de la perte d'autonomie, de l'assistance à toute personne, par des mutuelles fédérées. Évidemment, il faudra interdire la spéculation et toutes ses combines ou dispositifs ou procédés. Et il faudra faire bien d'autres choses encore que j'ai traitées dans d'autres textes. L'idée générale est d'instaurer un structuro-anarchisme fédératif par des contre-structures dont la logique générale de pensée (la structure intellectuelle et de pratique, d'où le « structuro ») serait la recherche de la justice et de la coopération. Las, il est bien probable que le capital mondialisé se liguera contre une telle politique. Ce qui conduirait le pays à l'austérité. Comme je l'ai montré ailleurs, c'est possible et le peuple n'y perdrait pas. Le capitalisme et ses alliés de la finance et de la politique, si.

J. L.

1. Économiste allemand (1789-1846), partisan du protectionnisme éducateur.

L'État mauvaise langue

Léa Gallopavo

Sympathisante du groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

LES FIDÈLES du Journal officiel auront noté, dans l'édition du 4 mars 2012, une nouvelle livraison de la Commission générale de terminologie et de néologie, concernant cette fois-là les équivalents français appropriés pour plusieurs expressions dans le champ des affaires étrangères.

Un mot sur la langue

Rappelons l'enjeu de pouvoir qu'il y a dans la maîtrise du lexique. Le français, dont on prétendait longtemps qu'il restait la langue de la diplomatie, est là aussi supplanté par des expressions anglo-saxonnes, reflets d'une certaine image du monde, très ancrée dans les concepts du néolibéralisme¹. Or, en France plus qu'ailleurs, depuis les Serments de Strasbourg en 842 jusqu'à la loi Toubon en 1994, le français est aussi l'affirmation politique du pouvoir central, intimement liée à l'histoire de l'État². C'est bien le front sur lequel se battent les soutiers de la Commission générale de terminologie et de néologie.

N'étant ni fans de l'anglais, ni fanatiques du français (pour retourner respectivement chaque mot contre sa langue!), les anarchistes ne choisiront pas un camp plutôt que l'autre, mais retiendront l'enjeu de choisir et d'alimenter leur propre lexique pour dire leurs propres réalités, concepts ou rêveries.

Reste que les efforts des membres de la Commission pour définir les termes ou concepts et en choisir la meilleure dénomination en français ont souvent pour effet de contribuer à démasquer certaines parties du visage du tyran.

Langue et langages

En 2010 sortait une BD intitulée *Quai d'Orsay : chroniques diplomatiques*³, inspirée du personnage de Dominique de Villepin en 2004-2005, lorsque les États-Unis et la Grande-Bretagne tentaient de justifier l'intervention en Irak, après celle en Afghanistan.

Le héros, jeune doctorant qui piétine dans sa thèse, se fait embaucher au cabinet du ministre des Affaires étrangères pour être le rédacteur des discours du ministre. Discours que les gouvernants appellent désormais des « langages » (les cabinets ministériels se voyant commander des « éléments de langage »).

Notons ici qu'en linguistique on distingue généralement la *langue* (système de signes) et le *langage* (faculté humaine mise en œuvre au moyen d'un tel système). La langue doublement articulée n'est qu'un langage parmi d'autres. La faculté de langage est aussi mise en œuvre par d'autres systèmes de signes, comme le geste, le dessin, le vêtement, etc. Il est dès lors significatif que rédiger un discours, dont l'outil est clairement la langue, soit aujourd'hui appelé « produire des éléments de langage ». Dont on déduit que sont intégrés dès l'écriture les autres systèmes de codes (gestes, vêtements, etc.).

Rien de nouveau : des harangues de chefs militaires antiques aux vœux télévisés d'un président d'aujourd'hui, ces autres systèmes de codes constituent la matière efficace du pouvoir de la personne sur son auditoire (lisez un discours politique : il perd beaucoup de son effet). La dénomination actuelle de langages serait donc une honnêteté des gouvernants vis-à-vis de leur activité ; ce qui ne laisse pas d'effrayer car, lorsqu'un possédant du pouvoir accepte de se désigner honnêtement, c'est qu'il est confiant dans l'aveuglement, l'apathie ou l'aboulie de ses possédés.

Au-delà de ça, la BD est intéressante par la galerie de personnages, plus subtile que le premier niveau de lecture, caricatural, ne le laisse paraître, et par la description des mécanismes qui conduisent un « mec normal » au départ (y compris dans le contact qu'il tente de garder avec une rébellion juvénile en ayant pour sonnerie de téléphone le tube de Metallica *Seek and destroy*⁴) à se faire happer dans des relations de dominations personnelles jusqu'à en perdre les repères sociaux ou affectifs qui le constituaient. Une espèce d'enivrement où la fascination pour le pouvoir et ceux qui le personnifient devient une échappatoire nécessaire pour donner un sens à sa propre aliénation aux élucubrations abstraites faites et défaits.

D'Orsay à Davos

La Commission générale de terminologie et de néologie s'est notamment penchée sur le terme de *soft diplomacy*. Dit comme ça, c'est mignon, non ? ! *Soft* s'est invité dans le français depuis un moment, avec des connotations

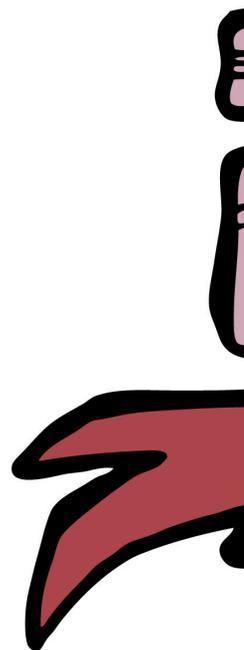
positives. C'est *soft* pour dire que c'est gentil, inoffensif, par rapport à ce que ça pourrait être. *Software* pour signifier la partie logicielle de l'informatique, c'est-à-dire celle qui donne sa valeur à l'outil pour l'utilisateur. À ce compte, *soft diplomacy* pourrait laisser penser qu'il s'agit d'une diplomatie gentille, inoffensive, valorisante.

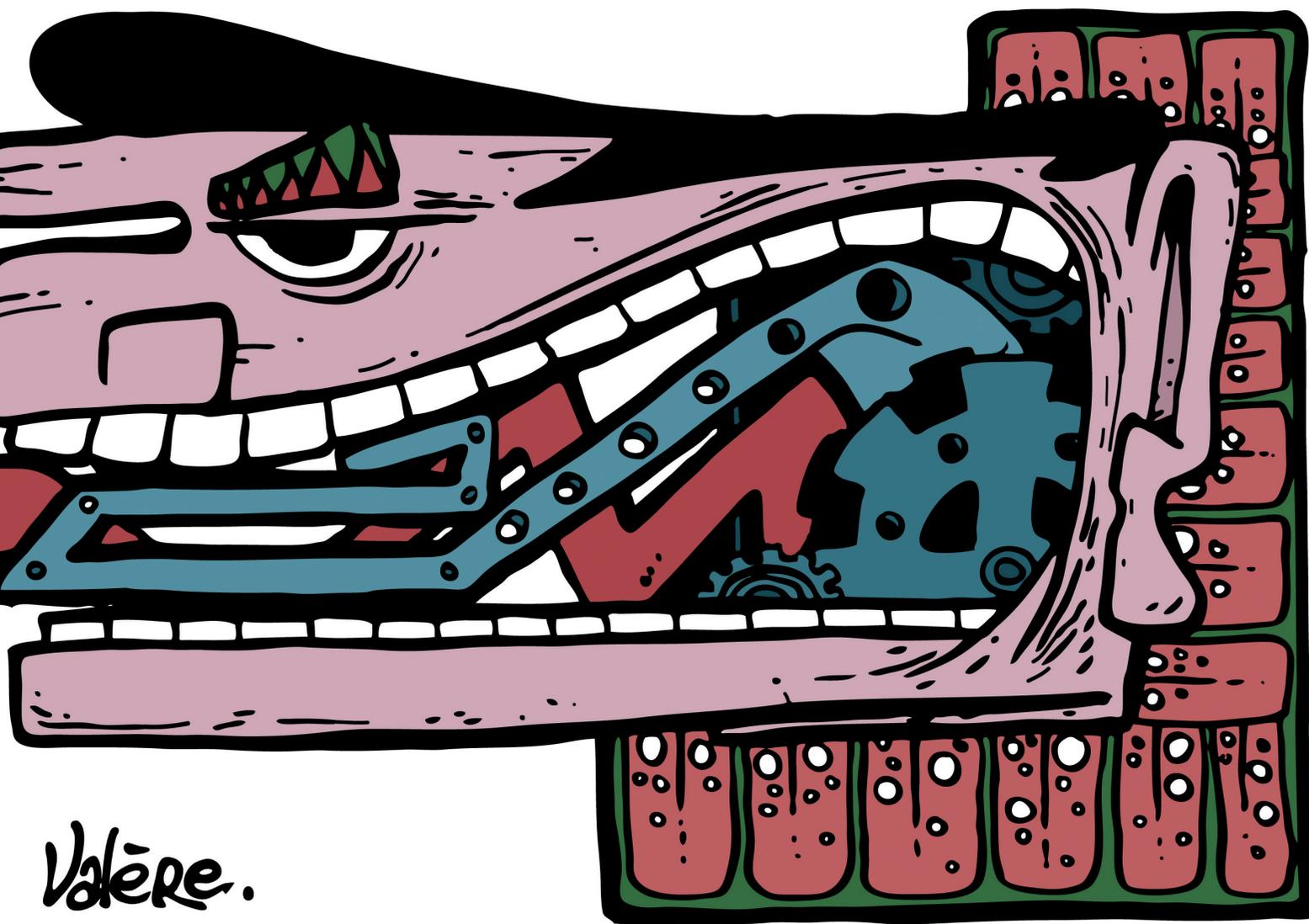
Heureusement, la Commission rétablit une compréhension plus juste en définissant le concept comme « une forme de diplomatie privilégiant le pouvoir de convaincre et utilisant tous types de réseaux et de relations personnelles », et en proposant la terminologie suivante : « diplomatie d'influence ». Des manipulations par les services spécialisés des puissants (CIA américaine, cellule Afrique des présidents français, etc.) aux relations personnelles (de nombreux politiques français sont amis avec l'ex-dictateur tunisien Ben Ali), en passant par la grande foire à l'influence que sont les rencontres annuelles de Davos, en Suisse, cette diplomatie d'influence rime de manière plus vraie avec domination, empire, emprise, pouvoir, puissance (liste des synonymes d'influence dans le *Petit Robert 2007*). Cette influence-là, c'est celle dont on fait le trafic !

Compréhension et intelligence

Puisque nous en sommes au trafic, évoquons un autre terme sur lequel s'est penchée notre méritante Commission : *grand bargain*, qu'elle définit techniquement comme une « forme de négociation au cours de laquelle deux ou plusieurs États cherchent à parvenir à un accord global par des concessions mutuelles, portant sur de multiples aspects de leurs relations, sans exclure les points les plus sensibles ». D'où elle tire la terminologie française de « grand marchandage », qui rend bien l'image des puissants comme des maquignons peu scrupuleux, truqueurs et malhonnêtes (cf. toujours le *Petit Robert 2007*).

À noter ici que ce terme est indiqué comme étant du langage professionnel (c'est même le seul de la liste qui bénéficie de cette





Valère.

indication), car le terme affichable publiquement est le très neutre «accord global» (pour l'anglais *global agreement*). Car qui trouve mal que l'on ait pour ambition de vider complètement un différend en examinant toutes ses dimensions, y compris les plus sensibles? Mais si cela se fait dans un «grand marchandage», alors la vertu compréhensive (au sens d'englobant) des États ne devient-elle pas un vice, une perversion?

Finissons par le terme anglais de *smart power*. La Commission le définit, avec une précision de cynique, comme une «forme de diplomatie combinant habilement le pouvoir de contraindre et le pouvoir de convaincre». La terminologie retenue est alors «pouvoir intelligent».

Il est tout d'abord significatif que l'anglais (celui du pouvoir en tout cas) ait retenu cet adjectif *smart* très positif, puisqu'il induit les notions d'élégance, de chic, de vivacité et d'intelligence. C'est d'ailleurs le mot magique pour les entreprises lorsqu'elles arrivent à qualifier une famille de produits de *smart* (*smartphones*, *smartbox*, etc.).

Ensuite, appliqué au champ de la diplomatie, le choix de centrer la traduction sur intelligent rend bien compte de la subtilité du travail de la Commission, qui traduit ce que porte le mot, y compris l'enjeu de pouvoir de

la terminologie même. Par là, la Commission révèle cet enjeu, mais dans le même temps y participe en lui donnant son assise propre dans notre langue. Car en désignant l'«intelligence» du pouvoir comme l'habileté à alternativement manipuler et obliger, la Commission combine les deux sens du mot tout en préservant ce que les puissants veulent masquer.

En effet l'intelligence est, soit la faculté de connaître ou de comprendre, soit le fait de s'entendre, avec le cas plus particulier des «complicités secrètes entre personnes que les circonstances placent dans des camps opposés» (le concept d'intelligence avec l'ennemi, qui est un crime). Le pouvoir intelligent, surtout en diplomatie où l'on revendique la notion de souveraineté, a bien quelque chose de cette intelligence-là. Mais, en matière de pouvoir-dominance, les puissants ne sont qu'en apparence dans des camps opposés (définis par référence au concept finissant de nation). Ils constituent au contraire une classe solidaire, à l'intérieur de laquelle peuvent émerger des querelles de famille, mais qui est fondamentalement unie face aux dépossédés du pouvoir que nous sommes.

L'ennui est que, dans leurs efforts pour retrouver ce pouvoir, les dépossédés confondent encore souvent pouvoir-dominance et pouvoir-capacité d'action (ou pouvoir-

autonomie), et qu'ils continuent à se battre entre eux pour le premier au lieu de développer ensemble le second.

Du boulot pour les anars encore et toujours!

L. G.

1. Sur l'évolution conceptuelle du libéralisme vers le néolibéralisme, et leurs critiques respectives par les anarchistes, lire l'article «Libertés anarchistes et règne néolibéral de la contrainte», de Jean-Christophe Angaut, dans la revue *Réfractations* n° 27, *Libres. De quelle liberté?* automne 2011 (refactions.plusloin.org) disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

2. Cf. Claude Hagège, *Le Français, histoire d'un combat*, Livre de Poche, 1998, disponible sur commande à la Librairie du Monde libertaire.

3. Christophe Blain et Abel Lanzac, *Quai d'Orsay: chroniques diplomatiques*, 2 tomes, Dargaud, 2010-2011, disponible sur commande à la Librairie du Monde libertaire.

4. Formidable morceau du premier et meilleur album, en 1983, de ce groupe de thrash metal. (NDLR.)

Mexique

Halte à la répression des mouvements sociaux

AUX PEUPLES DU MEXIQUE et du monde.
Compañeros et compañeras.

Au motif de la visite officielle d'Enrique Peña Nieto en France, nous, collectifs adhérents ou organisations solidaires de la Sixième Déclaration, nous sommes retrouvés pour manifester et réaffirmer notre pleine solidarité avec les peuples du Mexique en lutte. Réunis sur le parvis des Droits-de-l'Homme au Trocadéro, à Paris, nous avons donc organisé un petit rassemblement d'information et, surtout, nous nous sommes manifestés contre la répression et contre l'oubli.

Nous ne pouvions manquer cette occasion : Enrique Peña Nieto est pour nous le reflet et la synthèse parfaite du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), organisation responsable depuis presque cent ans de tout type de massacres et d'abus : plus de 200 étudiants assassinés à Tlatelolco en 1968, 45 indigènes assassinés à Acteal en 1997, la répression des 3 et 4 mai 2006 lors de laquelle le terrorisme d'État a balayé Texcoco et Atenco (sous le mandat local du même Enrique Peña Nieto), la réforme de l'article 27 de la constitution pour privatiser les terres communales,

la signature du TLC avec les terribles conséquences économiques et humaines engendrées... La liste est longue. Aujourd'hui, Enrique Peña Nieto rend hommage à tout cet arbitraire, allongeant ainsi la liste des violations.

Alors qu'Enrique Peña Nieto vante « la main d'oeuvre qualifiée mexicaine », « la stabilité du système bancaire, la prospérité du marché interne » ou dénonce « l'exagération donnée à la violence et au crime organisé au Mexique », les Conseils de bon gouvernement zapatistes ne cessent de nous faire parvenir des lettres dénonçant les provocations systématiques contre les bases d'appui zapatistes de la communauté de Jechvo, les attaques, expulsions, menaces, vols et intimidations contre les communautés Comandant-Abel et Union Hidalgo, l'emprisonnement de six bases d'appui zapatistes de l'ejido (Ndlr : ensemble de terres communales) Guadalupe los Altos, où les compagnons sont non seulement humiliés par le PRI mais aussi par l'organisation Cioac Historica – dans laquelle militent des membres du Parti d'action nationale (PAN) et du Parti de la révolution démocratique (PRD).

Alors que les malentendus diplomatiques entre la France et le Mexique « s'arrangent », les écoles normales rurales sont brutalement frappées. Au Michoacán, la police de l'État et la police fédérale exécutent une violente opération pour prendre l'école normale rurale Vasco-de-Quiroga, à Tiripetio, et le centre régional d'éducation normale d'Arteaga, frappant et arrêtant avec un luxe de violence environ 176 étudiants ; à Cheran, les forces fédérales et de l'État sont entrées brutalement dans la communauté et ont frappé comuneros et étudiants.

Alors que les marchandages diplomatiques entre François Hollande et Enrique Peña Nieto sont mis au point, à Notre-Dame-des-Landes près de Nantes, 2000 gendarmes pénètrent et attaquent la ZAD, zone occupée par des centaines de personnes et où un projet de vie alternatif et anticapitaliste a grandi de jour en jour. La ZAD se trouve sur un terrain que le

gouvernement veut utiliser pour construire un aéroport. Une zone où, aujourd'hui, des centaines de personnes résistent comme elles peuvent et défendent cet espace face à la police de l'État français et les intérêts économiques qu'elle protège.

Avec cette même logique de contrôle social, expulsion et destruction, la France a coopéré avec le Mexique en fournissant véhicules blindés, hélicoptères avec système de détection ultra-moderne, formant les polices d'État et militaire mexicaines, implantant EDF dans l'isthme de Tehuantepec ou encore les entreprises EADS, Eurocopter et le programme Reed contribuant ainsi au saccage, à la destruction de l'environnement et à l'expulsion de nombreuses communautés indigènes.

Alors qu'en haut ils préparent leur agenda pour piétiner et mépriser, nous, nous tissons autre chose. Nous préparons un autre agenda, incompréhensible pour ceux qui, d'en haut, s'enrichissent et imposent leur gouvernement, leur capitalisme. Ici, en bas, nous continuons à être solidaires, à construire quelque chose de plus digne, à exiger comme toujours : halte aux menaces et aux actes de harcèlement contre les bases d'appui zapatistes !

Paramilitaires hors du Chiapas ! Liberté pour les compagnons prisonniers, zapatistes comme de l'Autre Campagne ! Liberté pour tous les membres des écoles normales rurales enfermés au centre de réadaptation sociale Francisco-J.-Mujica au Michoacán ! Halte à la répression et à la criminalisation des mouvements sociaux !

Courage, compagnons, continuons ainsi !
Solidairement.

Le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL), Les Trois Passants, Secrétariat international de la CNT, Collectif De BoKa En BoKa, Association Espoir Chiapas, Association Terre et Liberté pour Arauco, Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques – (CSIA-Nitassinan), Fédération SUD Éducation, Union syndicale Solidaires.

Paris, France, 17 octobre 2012.



sécurité sociale et la couverture santé. Pour parvenir à une solution sur ces questions, le gouvernement va être obligé de négocier avec les républicains. Il y a en effet une féroce opposition à la notion de sécurité sociale chez la moitié des États-Uniens, au nom du mythique rêve américain qui veut que chacun peut s'en sortir tout seul. Pour sortir de l'impasse dans laquelle il est, Obama doit négocier avec la droite : s'il fait des coupes dans les programmes sociaux, les républicains acceptent l'idée d'augmentation des impôts – augmentations minimales, cela va de soi.

Les négociations avaient commencé lors de son premier mandat ; Obama avait accepté d'importantes coupes dans les programmes sociaux, mais l'incapacité des républicains à accepter des compromis avait fait échouer les discussions.

Le paradoxe est que la victoire d'Obama va mettre celui-ci en position de force pour contraindre la droite à négocier un accord au terme duquel vont être accrues... les coupes dans les budgets sociaux ! La principale tâche des démocrates dans les mois qui viennent sera d'assouplir les résistances de ceux qui, dans leur propre camp, sont les plus farouchement opposés à cette option.

« Dès qu'un accord sera annoncé [...] tout progressiste qui exprimera encore son opposition et soulignera qu'il s'agit d'une défaite sera mis à l'index et désigné comme idéologue et puriste, et comparé au Tea Party² pour son refus du compromis, et désigné avec mépris par des progressistes complaisants comme opposants marginaux d'extrême gauche. » (« Obama And Progressives: What Will Liberals Do With Their Big Election Victory ? », Glenn Greenwald, *The Guardian*, 7 novembre 2012.)

Lorsque l'accord sera signé au terme de concessions importantes de la part des démocrates, on célébrera la chose dans un grand élan de bipartisanisme, démocrates et républicains main dans la main, et tous ceux qui protesteront seront conviés à aller voir ailleurs – et on leur rappellera qu'il y aura une fois de plus d'importantes élections de mi-mandat en 2014, et ce sera reparti pour un tour, parce qu'il faudra absolument conserver le Sénat et reprendre la Chambre des représentants.

Bref, il y a toujours une élection pour justifier qu'on n'aille pas trop vite et trop loin.

Avec les résultats de la récente élection on peut envisager deux schémas :

1. Enhardis par le succès et le mouvement évident de l'électorat dans leur direction, les démocrates vont réaliser que cette fois-ci c'est différent et qu'il faut reprendre le mouvement des réformes ;

2. enivrés par l'amour et la gratitude envers Obama qui a vaincu le démon républicain, on suivra le superhéros où qu'il aille, avec plus de loyauté que jamais.

Il n'est pas nécessaire d'être devin pour savoir quelle option sera suivie : très faibles augmentations d'impôts pour les riches en échange de grosses coupes dans les budgets de protection sociale et de santé.

Et une semaine après l'ouragan Sandy, les quartiers pauvres de New York sont toujours privés d'eau, de chauffage, d'électricité. Les habitants de Tottenville, Staten Island, ont rebaptisé leur ville « Forgottenville » (Ville oubliée).

Youpee!

R.B.

1. Grand Old Party, le parti républicain.

2. Le « Tea Party » fait référence à un épisode de la fondation des États-Unis. La Boston Tea Party fut une révolte qui eut lieu à Boston, la capitale de la colonie de la baie du Massachusetts, contre le Parlement britannique en 1773. Les colons refusaient de payer des impôts et taxes s'ils n'étaient pas représentés dans les instances où ces impôts et taxes étaient votés. L'affaire commença quand des colons passèrent par-dessus bord une cargaison de thé d'un bateau dans le port de Boston. Les lettres TEA signifient également « Taxed Enough Already » (déjà suffisamment imposés). Le Tea Party est aujourd'hui un mouvement politique qui s'oppose à l'État fédéral et à ses impôts. Il apparut au début de la présidence Obama, dans le contexte de la crise économique de 2008-2010 liée à la crise financière. Le mouvement s'opposa aux dépenses gouvernementales faites sous l'administration Obama, tant celles qui soutiennent le système financier et la relance économique que celles qui fondent une protection sociale commune au niveau fédéral.

Votes par origine ethnique (en %)

	Obama	Romney
Blancs	39	59
Noirs	93	6
Latinos	71	27
Asiatiques	73	26

Comment peut-on être Guarani-Kaiowá ?

EN 1721, MONTESQUIEU se demandait : « Comment peut-on être persan ? », un des plus beaux textes sur le racisme et la bêtise face à l'étranger que l'on ne connaît pas.

En ce mois d'octobre 2012, dans la région du Mato Grosso do Sul (Brésil), des Indiens Guarani-Kaiowá, expulsés de la terre de leurs ancêtres par un arrêté du tribunal, menacent de se suicider collectivement. La menace a été écrite par la communauté indigène et publiée par le Conseil indigène missionnaire (Cimi) : « Conscients de ce fait historique, nous allons et nous souhaitons dès à présent être enterrés auprès de nos ancêtres ici même où nous nous trouvons aujourd'hui et, pour cela, nous demandons au gouvernement et à la justice fédérale de ne pas décréter l'ordre d'expulsion mais nous sollicitons le décret de notre mort collective et demandons à être tous enterrés ici.

Nous demandons, une bonne fois pour toutes, afin de décréter notre massacre et extinction totale, d'envoyer également plusieurs tracteurs pour creuser un grand trou où jeter nos corps et nous enterrer. Cela est notre demande faite aux juges fédéraux. Nous sommes déjà dans l'attente de cette décision de la justice fédérale. Qu'ils décrètent la mort collective des Guarani et Kaiowá de Pyelito Kue/Mbarakay et qu'ils nous enterrent ici puisque nous avons décidé à l'unanimité de ne partir d'ici ni vivants ni morts » (lettre du 17 octobre 2012 des Guarani-Kaiowá de Pyelito Kue/Mbarakay).

En quelques dizaines d'années, le Brésil s'est hissé au rang des principaux exportateurs

mondiaux de denrées agricoles et d'agrocarburants. Le Mato Grosso do Sul, un des plus vastes États brésiliens, jadis territoire des Guarani, aujourd'hui occupé par les gros propriétaires terriens, est le leader national de la production de soja et de canne à sucre.

Les Guarani sont expulsés de leur propre terre depuis cinq siècles. Sur un total de 74 territoires autochtones reconnus par le gouvernement fédéral, entre début 2003 et fin 2009, seulement trois concernent le peuple guarani, l'une des plus importantes populations indigènes du pays.

« Le sort des Guarani-Kaiowá est caractéristique de ce qui se produit lorsque le processus de ratification des terres est bloqué ou annulé par décision de justice. Les populations indigènes sont forcées de s'installer à la lisière de leurs terres ancestrales, dans la crainte constante de représailles de la part de tueurs professionnels à la solde des propriétaires terriens ou employés par des sociétés de sécurité dans des conditions d'encadrement minimales », selon Patrick Wilcken, adjoint de recherche et d'action d'Amnesty International pour le Brésil.

Les Guarani connaissent un taux de suicide effroyable, surtout parmi les jeunes de 12 à 25 ans. De récentes statistiques gouvernementales révèlent une moyenne d'un suicide par semaine. Privés de leurs terres et subissant la destruction progressive de la forêt amazonienne (Kaiowá signifie « peuple de la forêt »), les Indiens n'ont d'autre choix que de travailler dans les usines et les champs de canne à sucre créés par les riches propriétaires, dans des conditions proches de l'esclavage.

Le documentaire *A sombra de um delirio verde* (Un monde moins vert) s'interroge sur la relation entre l'augmentation des disparitions des Guarani-Kaiowá et celle de la production de canne à sucre. Selon une enquête réalisée



pour ce documentaire, plus de 90 % des familles Guarani-Kaiowá dépendent des rations alimentaires du gouvernement pour survivre, ce qui ne couvre pas les besoins quotidiens.

En novembre dernier, 42 hommes armés ont envahi le camp d'Amambaí, pour assassiner Nisio Gomes, 59 ans, cacique des Guarani-Kaiowá, ainsi que d'autres membres du village.

Après le massacre, les étudiants Guarani-Kaiowá de l'université fédérale du Mato Grosso do Sul (UFMS) ont écrit une lettre ouverte dans laquelle ils dénoncent la situation à laquelle sont confrontés les Indiens : « Il semble que le nazisme existe ici. Il semble que le Mato Grosso do Sul est devenu un camp d'entraînement au tir sur les peuples autochtones. [...] Nous pouvons dire que l'État, les politiciens et la société sont complices de cette violence puisqu'ils ne disent rien, puisqu'ils ne font rien pour changer cet état de fait. Les Indiens sont devenus les nouveaux Juifs. »

En 1969, Paul Lambert, cinéaste-explorateur, écrivait : « Les maladies, la faim, la solitude, les revolvers et les mitrailleuses des Blancs "civilisés" déciment un peu plus chaque jour les derniers hommes libres du monde : les Indiens brésiliens de la savane ou de la grande forêt amazonienne [...] ce sont les enfants perdus de la terre » (Fraternelle Amazonie, Robert Laffont).

Aujourd'hui comme hier, le silence des autorités et de la presse brésiliennes est presque total. Suicide, ou génocide ?

Michel Gutel

Une pétition internationale, « *Salvemos os indios Guarani Kaiowá, URGENTE* » (Sauvons les Indiens Guarani Kaiowá, URGENCE), a été lancée sur le site d'Avaaz.

Pétition :

www.avaaz.org/

Documentaire (en français)

vimeo.com/32553546

Le tigre né lapin



IL ÉTAIT UNE FOIS. Il était une fois un petit entrepreneur indien, Balram Halwai. Balram entend dire que Hu Jia Bao, le dirigeant chinois, vient en Inde. Hu Jia Bao a exprimé le désir de rencontrer des entrepreneurs indiens. Alors le petit entrepreneur indien lui envoie un e-mail. Car le petit entrepreneur indien veut que le grand dirigeant chinois sache tout ce qu'il faut faire pour devenir un entrepreneur en Inde. Balram Halwai est né dans un petit village, obscur. Un petit village dont les terres n'appartiennent qu'à trois grands propriétaires, riches. Les paysans qui louent les terres sont si pauvres et laissent les trois propriétaires prendre tant de libertés avec leurs vies (voire avec leurs derrières si le paysan est jeune et beau ; à moins que le propriétaire ne prenne les devants, si l'épouse du paysan est jeune et belle) qu'on n'évite pas sans difficultés ni contorsions le mot « esclave ». Outre la propriété des terres, les riches disposent de deux moyens pour tenir les pauvres en laisse.

Premièrement, les dettes, colossales par rapport à leurs infimes revenus, que les pauvres contractent pour payer la dot et le mariage de leurs filles. On sait que l'une des principales causes d'homicide en Inde est le non-paiement, réel ou jugé tel, de la totalité de la dot promise. La personne assassinée étant en général non les parents, plus coriaces, mais l'épouse, facile à attaquer à domicile. Par l'époux.

Deuxièmement, « le poulailler ». Il faut comprendre sous ce terme les contraintes imposées par les pauvres aux pauvres. D'abord pour les raisons sociales classiques, normes, institutions, valeurs, solidarité, etc. Mais surtout par une technique aussi simple que

barbare. Quand un pauvre se rebelle, quand un pauvre fuit, les propriétaires se vengent sur sa famille. On quitte le village pour ne pas rembourser sa dette ? Les parents, les enfants, les grands-parents, oncles et neveux, tantes et nièces sont torturés et abattus. On comprend que, les pauvres étant dotés, chose étonnante, d'une conscience, ils travaillent d'arrache-pied à rembourser leurs dettes plutôt qu'à courir la gueuse dans les grandes villes.

Balram Halwai raconte à Hu Jia Bao que lui, Balram fils de petits paysans, a eu la chance d'avoir été recruté comme chauffeur de l'un des propriétaires. Puis d'avoir été envoyé à Delhi servir de chauffeur à l'un des fils du propriétaire. La grande ville dessale. Elle reçoit des lapins, elle les change en tigres. À force d'écouter les conversations du fils du propriétaire avec sa femme éduquée aux États-Unis, à force de découvrir le quotidien des riches, à force de découvrir comment ils deviennent riches et comment ils le demeurent, à force de porter des sacs de billets aux politiciens... Tiens justement, à propos de sacs de billets ! Le fils du propriétaire commence par traiter Balram de manière humaine. Mais cela ne dure pas. Balram comprend à quel point il ne vaut rien, littéralement rien, aux yeux de son employeur. En revanche, les sacs de centaines de milliers de roupies, en liquide sur la banquette arrière, sautent à ses yeux à lui. Les yeux de pauvres... Balram réfléchit. À l'énormité de l'Inde. Au fait que la police indienne, débordée, ne saura pas retrouver un assassin dont elle ne sait préalablement rien. Un beau soir, à l'aide d'une bouteille de Johnny Walker (du vrai Johnny Walker, pas une contrefaçon

indienne ! Et vide, la bouteille, on n'est pas des sauvages !), il fracasse la tête de son employeur pour lui prendre 700 000 roupies. Avec lesquelles il arrive à Bangalore, la ville des merveilles technologiques, la ville qui permet à l'Occident de faire monter en même temps son taux de chômage et son taux de profit. À Bangalore, il monte une compagnie de taxis permettant aux jeunes filles indiennes éduquées (donc bourgeoises, donc parlant anglais sans accent indien, donc employables dans les hotlines et les centres d'appels) de rentrer chez elles sans se faire violer trop souvent. La lectrice avisée dira : « Bien d'autres que Balram Halwai ont dû penser à monter ce type de compagnies avant lui, non ? » Certes, mais Balram paie un pot-de-vin à la police pour qu'elle arrête les chauffeurs, dénués de permis, des compagnies concurrentes. On n'entreprend pas sans casser des œufs, n'est-ce pas ?

La lectrice avisée, à ce stade, comprend en outre que la famille de Balram a été massacrée. Exact. Que Balram fait donc preuve d'un manque de conscience assez exceptionnel. Exact. C'est pour cela qu'il a baptisé sa compagnie « White Tiger ». Le tigre blanc. Celui qui ne naît qu'une fois par génération. Le tigre né chez les lapins.

Cette histoire si noire, mais qui explique si bien ce que signifie être riche dans un monde de pauvres, est celle du livre d'Aravind Adiga *Le Tigre blanc*. Et, ô droits de l'homme vertueusement opposés à l'esclavage, paru en 2008. Pas en 1008.

Nestor Potkine
qui rêve de tigres noirs

Agustín García Calvo

le camarade !

Octavio Alberola

COMME ON DEVAIT S'Y ATTENDRE, la mort d'Agustín García Calvo a été annoncée dans les médias d'information (« médias de formation de masse », comme il les nommait) avec les qualificatifs habituels utilisés pour désigner le métier par lequel on catalogue les personnes dans cette société : « philosophe », « écrivain », « poète », « penseur », « polémiste », « essayiste », « latiniste », (« l'un des principaux du XX^e siècle »), « linguiste », « philologue », « grammairien », « dramaturge », « professeur », « traducteur ». Sans oublier de souligner ses titres académiques : « docteur en philologie classique à l'université de Salamanque, professeur de latin dans cette même université et de philologie latine à l'université de Séville et professeur émérite de philologie classique à l'université Complutense de Madrid » ; ainsi que ses « prix nationaux d'essai en 1990, de littérature dramatique en 1999 et de traduction pour l'ensemble de son œuvre en 2006 ». Et d'ajouter quelques uns des titres de sa prolifique œuvre sur la « grammaire et la théorie du langage, la logique, traductions et commentaires d'auteurs classiques grecs et latins, essai et politique, poésie et théâtre », la majorité édités par la maison d'édition familiale Lucina.

Le comble, même la mairesse de Zamora (du parti du gouvernement actuel), ville natale d'Agustín, a manifesté sa « peine », déclarant que « le monde de la pensée et de la culture perdent une des figures intellectuelles la plus prolifique et significatives de notre temps et la ville de Zamora l'un de ses fils, le plus créatif et reconnu de ces derniers temps ». Ajoutant que, « au delà de sa personnalité controversée ou des différences idéologiques, Agustín García Calvo est un exemple de savoir, de capacité intellectuelle et de capacité de travail ». Et, bien sûr, l'on a aussi rappelé qu'il fût « un des professeurs d'université poursuivis par le régime franquiste » et qu'à cause des « révoltes étudiantes de février 1965, il fut démis de sa chaire et il dut s'exiler en France ».

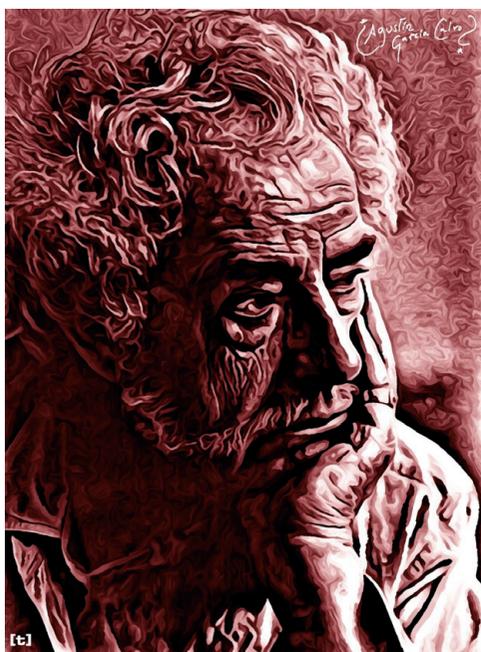
C'est seulement à cela que les « médias de formation de masse » veulent réduire celui qui fut un rebelle, un infatigable lutteur contre le mensonge, celui qui n'arrête pas d'avertir que le capital et l'État étaient les deux visages du dieu de la réalité et du pouvoir, celui qui ne s'adapta jamais aux normes que dictent ceux qui commandent ce monde, celui qui s'op-

pose à tout ce qui est officiel – même dans l'Hymne de la communauté de Madrid que lui commanda le premier président de la Communauté autonome, Joaquín Leguina, pour le prix symbolique d'une peseta et qui fut chanté officiellement seulement une fois – au défenseur de l'égalité dans ce monde si ambigu, au plus grand polémiste critique de la culture, qu'il comparait à « l'opium du peuple », celui qui lança les critiques les plus originales, les plus contondantes au système du monde développé et à « l'État du bien-être », celui qui ne cessa jamais de faire du politique, c'est-à-dire : de déblatérer... Ce qu'il fit tous les mercredis après-midi à l'athénée de Madrid dans une authentique agora socratique durant ces dernières douze années.

Le camarade...

Donc il est absolument nécessaire de rappeler ce qu'en plus fut Agustín : un anarchiste qui n'arrête pas de dire « non » au pouvoir, à l'État, au capital, à l'individu, au couple, à la famille, au futur, au progrès et très particulièrement au régime que nous subissons aujourd'hui dans la démocratie développée. Car, il est indéniable qu'il se servait de ses excellents dons d'orateur pour provoquer la réflexion, avec un inégalable style d'élocution, et démasquer les mensonges de notre temps, pour désapprendre et rompre avec les idées en vigueur... Commencant par sa propre orthographe, qui était une attaque frontale à l'Académie de la langue, la responsable de la falsification de la langue pour enlever aux gens le droit d'écrire comme on parle.

Rappeler, donc, l'Agustín qui, dans ses œuvres, essaya de donner voix à une pensée anonyme, populaire, qui refuse les manipulations du pouvoir. En effet, pour Agustín, le langage est la clef de la pensée, car c'est à travers la langue qu'opère la domination de l'ordre établi. De là qu'il soit essentiel pour lui de dénoncer la réalité. Cette idée qui se présente comme le fidèle reflet de « ce qu'il y a », et qui n'est qu'une construction abstraite, dans laquelle les choses et les gens (en tant que choses), organisés en « individus » (additionnables dans une masse numérique), sont réduits à des idées, afin de les soumettre aux



schémas, plans et manipulations pour non vivre la vie. Et c'est ainsi dans les sociétés les plus développées comme dans celles qui sont plus en retard dans l'exercice de la domination (dans les dictatures communistes ou dans les pays musulmans) ces dernières servant à légitimer, par comparaison, la démocratie bourgeoise.

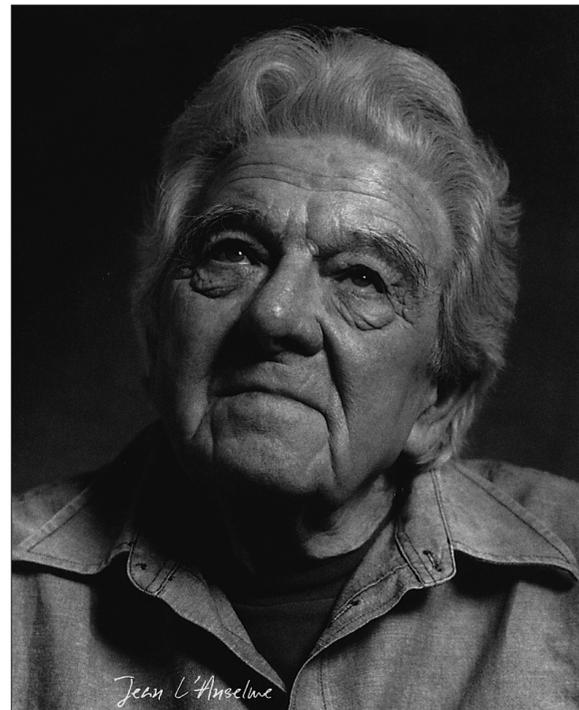
Rappeler ce qu'on ne mentionne pas dans les biographies publiées aujourd'hui ou dans celles qui circulent sur Internet. Car même sur Wikipedia on ne parle pas de l'Agustín camarade. On signale bien qu'il fut poursuivi par le franquisme et expulsé de l'université à cause des « révoltes des étudiants en février 1965 », mais on ne précise pas qu'il le fut aussi pour son affinité avec les étudiants « ácratas » (anarchistes), les précurseurs du mois de mai antiautoritaire de 1968, avec lesquels il fonda, dès leur arrivée en exil à Paris, une causerie (La Horde) dans le bar La Boule d'or du Quartier latin. Coauteur aussi avec eux d'un pamphlet, « *De los modos de integración del pronunciamiento estudiantil* » (*Des modes d'intégration de la révolte étudiante*), que nous avons édité clandestinement en Belgique en 1970, et qui fut réédité en 1987 par la maison d'édition Lucina.

Oui, rappeler l'Agustín solidaire avec les camarades dans le besoin; mais aussi avec ceux qui luttèrent activement contre la dictature franquiste. Ce qui lui valut d'être considéré par les autorités françaises et européennes comme un « subversif », comme un « terroriste ». D'être l'objet d'interrogatoires et de perquisitions à son domicile, et, à l'occasion de la visite du président russe Leonid Brejnev à Paris en 1973, d'être considéré comme « anarchiste dangereux » et d'être assigné à résidence en Corse pendant une semaine. Et en 1976, d'avoir échappé de peu d'être à nouveau assigné lors de la visite du roi Juan Carlos à Paris, quand les autorités françaises ont assigné à résidence, dans l'île de Belle-Île-en-Mer, un groupe de réfugiés espagnols anarchistes et un groupe de Basques indépendantistes à l'île de Ré.

Bien que ce ne soit peut-être pas la peine de le rappeler car, comme le disait Agustín, ce qui compte ce n'est pas le passé, mais ce que nous faisons aujourd'hui pour ne « jamais aller avec les temps » ! Pour tenir présent que, « l'évidence, palpable et actuelle, c'est que continue toujours à battre, par dessous la domination, un cœur qui sait dire NON, sans crainte de l'ordre du jour ni des modes ». **O. A.**

Deux des textes d'Agustín García Calvo ont été traduits en français et publiés par ACL (Atelier de création libertaire): *Contre la Démocratie, contre la paix et Qu'est-ce que l'État?*

Le dernier livre de Jean



Photographie de Louis Monier. Exposition *Regards des poètes*.

JEAN L'ANSELME NOUS A QUITTÉS, la veille de ses 92 ans, en décembre 2011. Son dernier livre¹, et pour cause, fut exempt de dédicace, de cette belle écriture à la fois claire, fine et légère, aussi séduisante dans la forme que drôle, provocatrice et souvent jubilatoire dans le fond. C'est cette absence, cette page de faux titre vierge de cette écriture-là qui m'ont le plus touché quand j'ai reçu *Liquidation des stocks après fermeture*, édition qu'il souhaitait à titre posthume, dont le titre même renouait avec son sens de l'humour et du dérisoire.

On y trouve cet art brut qu'il a prôné en poésie, comme ses amis Dubuffet et Gaston Chaissac le réalisaient en peinture et sculpture, et jusqu'aux ready-made en écriture qu'il empruntait à Marcel Duchamp. Le burlesque, le calembour et les citations occupent le terrain dans un joyeux jeu de massacre et de mots que n'épargne que la voix du peuple, celle du temps des cerises et du petit vin blanc, celle des luttes ouvrières. « Tu sais, m'écrivait-il, j'ai toujours été bien accueilli chez les libertaires, notamment par un type au nom très sympathique. » Je cite de mémoire, n'ayant pas le courage de fouiller dans un courrier aussi riche qu'abondant. Il s'agissait, bien sûr, de Maurice Joyeux.

Le préambule à cette *Liquidation* est d'autant plus émouvant qu'il rend hommage à une poésie désormais sous le boisseau et à des lecteurs aussi fidèles que rares: « *Ma longue expérience m'a permis de constater que le lecteur de poésie n'a pas son pareil. Le refus de la société de consommation de nous porter intérêt, car nous sommes difficiles à dénicher et peu négociables, a fait que notre lecteur éventuel est devenu un confident, un comparse, un intime, un inséparable.* »

Non sans une pointe d'humour, mais avec beaucoup de retenue, la fin se résume en deux lignes « qui serrent le cœur » (les formules gardent parfois leur sens, au plus près): « *Comme Johnny, j'entame ma tournée d'adieu. Ce n'est pas sans moucher une petite larme.* »

Claude Kottelanne

1. *Liquidation des stocks avant fermeture*, éditions Rougerie, 87330 Mortemart, 13 euros.

Soutien aux camarades siciliens



Nos compagnes et compagnons italiens de Sicile sont sur le point d'acheter un local de 90m² sur deux étages à Ragusa. Ceux-ci lancent un appel à la solidarité internationale afin de réunir les 20 000 euros qui leur manquent.

Un local qui sera le siège du journal mensuel *Sicilia Libertaria*, du groupe de Ragusa et du centre d'archives du mouvement anarchiste Sicilien.

Toute solidarité, minime soit-elle, sera la bienvenue.

Pour adresser vos soutiens, envoyez un mandat international à l'adresse suivante :

Giuseppe Gurrieri,
c/o Sicilia Libertaria,
Via G.B Odierna 212,
97100, Ragusa. Italie



Le Monde libertaire Hors-série n° 46 est dans les kiosques, au prix de 5 euros, jusqu'au 27 décembre 2012.

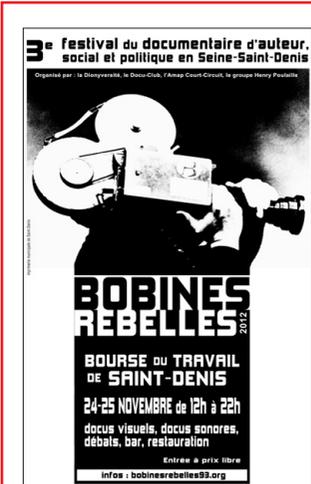
samedi 17 novembre



11h
depuis un village
proche de la zad



infos et lieu de rendez-vous : zad.nadir.org



Saint-Denis

LES 24 ET 25 NOVEMBRE, de 12 heures à 22 heures. Bobines rebelles 2012. Troisième festival du film d'auteur, social et politique en Seine-saint-Denis organisé par la Dyoniversité, le Docu-club, l'amap Court-circuit et le groupe Henry-Poulaille. Documents visuels et sonores, débats, bar, restauration. Entrée à prix libre. Bourse du travail, M° Porte-de-Paris. info : bobinesrebelles93.org

Nouvelles liaisons de la Fédération

Un nouveau groupe de la Fédération anarchiste est présent à **Toulouse**, en Haute-Garonne (31). Vous pouvez contacter le groupe Libertad à l'adresse toulouse@federation-anarchiste.org Son site Internet : www.fatoulouse.lautre.net

Un autre nouveau groupe de la Fédération anarchiste est présent à **Brest** dans le Finistère (29). Vous pouvez le joindre par courriel à l'adresse brest@federation-anarchiste.org

Un deuxième groupe de la Fédération anarchiste s'est créé en Moselle, à **Thionville**. Pour tout contact : groupedemetz@federation-anarchiste.org qui transmettra.

Vous pouvez contacter la liaison de **Mantes-la-Jolie** dans les Yvelines à l'adresse mantes-la-jolie@federation-anarchiste.org

Une liaison est désormais présente à **Abbeville** dans la Somme. Vous pouvez la joindre au courriel abbeville@federation-anarchiste.org

Une liaison est présente à **Meaux** en Seine-et-Marne. Vous pouvez la joindre via le Secrétariat aux relations intérieures de la FA : relations-interieures@federation-anarchiste.org

Une nouvelle liaison est présente dans le département de l'Ain à **Bourg-en-Bresse**.

Vous pouvez la contacter à l'adresse bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org Le groupe Fresnes-Antony nous fait part de son nouveau nom de baptême : groupe Anar'tiste-Avant-garde-Antony, à **Antony**, dans les Hauts-de-Seine.

Une liaison de la Fédération anarchiste est désormais présente à **Issoudun** dans le département de l'Indre (36). Vous pouvez la joindre à l'adresse issoudun@federation-anarchiste.org

Vous pouvez consulter la liste régulièrement mise à jour des 108 groupes et liaisons de la FA : www.federation-anarchiste.org

CHIPSTER ET PHIL par manolo + prolo



Jeudi 15 novembre

Si vis pacem (18 heures) Journée universelle des enfants : contes contre les jouets guerriers, par Gérard du rare.

Vendredi 16 novembre

Les Oreilles libres (14 h 30) Voyage dans les musiques alternatives des Pays-Bas. Première partie : émission autour de Han Buhrs.

La Grenouille noire (21 heures) L'émission sera consacrée au projet d'usine Tri mécano biologique — Méthanisation à Romainville (93) qui, derrière une présentation "durable", cache de terribles vérités du point de vue sanitaire, écologique et économique. Invité : l'Arivem (association de riverains contre ce projet).

Samedi 17 novembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)

Chronique syndicale (11 h 30) Luttés et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres.

Dimanche 18 novembre

Des mots, une voix (15 h 30) L'émission recevra Nathalie Quintane pour ses livres : *Crâne chaud*, *Tomates* et *Grand Ensemble*, (concernant une ancienne colonie) sortis chez POL.

Lundi 19 novembre

Lundi matin (11 heures) Infos et revue de presse.

Trous noirs (16 heures) Des interviews, des analyses, réalisées le 17 novembre lors de la « réoccupation » de la Zone d'anarchie diffuse à Notre-Dame-des-Landes.

La Santé dans tous ses états (18 heures) Le docteur Dominique Dupagne, qui à partir de son observation aiguisée du milieu médical donne une analyse critique de l'organisation sociale, de ses hiérarchies et absurdités. Son livre s'intitule *La Revanche du rameur* (Éditions Michel Lafon).

Mardi 20 novembre

Artracaille (11 heures) Suzanne Valadon et *Les Escaliers de Montmartre* de Michel Peyramaure.

Voix de l'anarchisme international (14 h 30) Saint-Hmier Roumanie : Tania et Denis parlent de l'IASR (Initiative anarcho-syndicaliste de Roumanie) et de la place des anarchistes dans les luttes sociales.

Paroles d'associations (19 h 30) Fred Alpi vient parler de lui, des The Angry Cats et nous présenter de nouvelles chansons.

Mercredi 21 novembre

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Buddy Guy, guitar hero du blues.

Femmes libres (18 h 30)

Ras-les-murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses sur la situation actuelle de la prison et de la justice, avec lecture du courrier des prisonniers.





Du 12 au 24 novembre

Besançon (25)

Exposition *Espagne 1936, les affiches des combattants de la liberté*. MJC de Palente, 24, rue des Roses.

Jeudi 15 novembre

Paris XII^e

19 heures. Algérie/Nanterre, 1961-1962: terrains vagues de la mémoire. Rencontre avec Monique Hervo et Laurent Maffre, auteur du roman graphique *Demain, demain: Nanterre, bidonville de la folie*. Médiathèque Hélène-Berr, 70, rue de Picpus.

19h30. 520 ans et plus de résistance: les Mapuche. Repas-débat avec Sergio Zamora et des représentants des Mapuche. Café associatif La Commune, 3, rue d'Aligre. Réservation au 06 17 62 51 11.

Vendredi 16 novembre

Besançon (25)

20h30. Conférence sur la «communalité» et les problèmes des paysans de l'isthme de Tehuantepec (Mexique) avec Carlos Manzo. Librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz.

Blanzat (63)

Dans le cadre de «SOS travail!» (théâtre, cinéma, lectures, débats...) du 13 au 18 novembre. Salle de la Muscade-Blanzat. À 18 heures, lecture, débat autour de *Putain d'usine*

et table ronde avec Jean-Pierre Levaray. Le lendemain spectacle *Y'a de la joie* (avec des textes, entre autres, de *Putain d'usine*).

Paris XI^e

19h30. *L'Explosion*, un documentaire de Jérôme Champion qui traite de la violente opposition à la centrale nucléaire de Chooz en 1980. La projection sera suivie d'une discussion. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M^o République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire.

Samedi 17 novembre

Marseille (13)

17 heures. Causerie avec Tomás Ibañez sur le livre *Une résurgence anarchiste* publié il y a quelques mois aux Éditions Acratie et écrit par Salvador Gurucharri et Tomás Ibañez. Ceci est un prétexte pour faire connaître, ou pour rappeler, un épisode particulier de la longue lutte menée par les anarchistes contre la dictature franquiste. Entrée libre.

Besançon (25)

De 15 heures à 19 heures. Projection, discussion et dégustation de café zapatiste en vue de la nouvelle souscription. Librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Toulouse (31)

14 heures. Marche contre toutes les expulsions. Rdv sur la place du métro Saint-Cyprien.

Notre-Dame-des-Landes (44)

11 heures. Manifestation de réoccupation!

Le Mans (72)

15 heures. Le groupe Lairial organise un café libertaire autour du thème suivant: les anarchistes et le mouvement social en lutte face aux gouvernements. L'Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Paris XI^e

16h30. Rencontre-débat. À *chacun sa propre mort*, ouvrage collectif (Les Éditions libertaires). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, M^o République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire.

Lyon IV^e

Le samedi de 10 heures à 19 heures et le dimanche 18, de 10 heures à 18 heures. 2^e Salon des éditions

libertaires organisé par la librairie libertaire la Gryffe, les Amis de la Gryffe et le Centre de documentation libertaire (CDL). Entrée libre, débats, rencontres, expositions, films. Maison des associations, 28, rue Denfert-Rochereau. Infos: lagryffe.net

Dimanche 18 novembre

Paris XVII^e

18 heures. Serge Utgé-Royo interprète les chansons de son nouvel album *L'Espoir têtue*. À l'Européen, 5, rue Biot. M^o Place-de-Clichy.

Lundi 19 novembre

Paris XVII^e

20 heures. Serge Utgé-Royo interprète les chansons de son nouvel album *L'Espoir têtue*. À l'Européen, 5, rue Biot. M^o Place-de-Clichy.

Mardi 20 novembre

Saint-Denis (93)

19 heures. Cycle «Vers une transformation sociale et politique? Mais au fait, laquelle?» Troisième rencontre/discussion: dégager la sphère de constitution des libertés (école, protection sociale et services publics) de la loi du marché. Intervention de Bernard Teper, coanimateur du Réseau éducation populaire. Bourse du travail, rue Bobby-Sand. M^o ligne 13, station Porte-de-Paris. Site: dionnyversite.org/

Jeudi 22 novembre

Paris XIV^e

19h30. Quel avenir pour l'agriculture? L'agriculture productiviste et agroécologie. Rencontre avec Marc Dufumier, ingénieur agronome. Bibliothèque Vandamme, 80, avenue du Maine.



AGENDA 2013

L'agenda 2013 des éditions du Monde libertaire est arrivé. Disponible au prix de 7 euros à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, librairie-publico.com